

Sortir des politiques d'urgence alimentaire : du pain sur la planche !

Avec la crise sanitaire, sociale et économique il paraît important, aux signataires de ce texte, d'alerter les pouvoirs publics sur les difficultés rencontrées et à venir des plus fragiles.

Il est étudiant, elle est en situation irrégulière, ils sont intérimaires, saisonniers, employés non déclarés... Ils ont dû frapper pour la première fois à la porte des associations pour se nourrir. Avec la baisse des revenus, les cantines scolaires fermées et la hausse des coûts de [l'alimentation](#), les appels à l'aide alimentaire se sont multipliés. Au point que les structures d'aide ont parfois été obligées de refuser du monde. Une situation insupportable, pour les personnes qui appellent à l'aide comme pour les associations.

Les pouvoirs publics ne sont pas restés sans réagir. Dernière annonce en date : le soutien de 39 millions d'euros pour l'aide alimentaire, en attendant l'aide aux familles modestes promise pour le 15 mai. Cette réponse ne suffit pas. Mais le risque principal est ailleurs. Le risque est que l'on s'accoutume à ce que des réponses exceptionnelles, légitimes en période de crise, redeviennent la norme. En 2019 5,5 millions de personnes avaient recours à l'aide alimentaire. Le chiffre a pratiquement doublé en 10 ans.

Se nourrir est un droit

En France, sixième puissance mondiale, près d'une personne sur dix doit faire appel à l'aide pour se nourrir ! Quels seuils faut-il atteindre pour, collectivement, s'indigner ? Et la réponse que nous leur apportons s'est révélée dépendre d'une offre aléatoire pour les quantités et d'une qualité très variable : avec la ruée dans les supermarchés, les dons d'invendus pour le circuit alimentaire réservé aux plus démunis se sont aussi réduits...

N'attendons pas que les files s'allongent encore pour réagir. Se nourrir est un droit. Il doit être reconnu et appliqué. Il ne s'agit pas seulement de mettre à l'abri de la faim, mais que tous les citoyens puissent se procurer et choisir leur alimentation. Cela exige de réfléchir en termes d'accès à l'alimentation, et à l'échelle du système alimentaire. Seule cette approche permettra d'affronter des défis indissociables : nourrir toute la population, en rémunérant et en protégeant mieux ceux et celles qui le permettent, dans les capacités d'une seule planète.

Réconcilier agriculture et alimentation

Choisir son alimentation restera un vœu pieux pour beaucoup si on ne relève pas les minimas sociaux, et sans une véritable politique de l'alimentation permettant de bonnes conditions de vie à ceux qui la produisent et à ceux qui la consomment. La lutte contre la précarité alimentaire ne doit plus être un monde à part mais intégrer le système alimentaire, depuis les plans nationaux jusqu'aux bassins de vie. Révisons enfin la Politique Agricole Commune pour changer de cap et en faire une Politique Alimentaire commune.

Des éléments d'une nouvelle politique sont aussi déjà là. Des acteurs de la solidarité, de l'insertion sociale et du monde agricole, s'organisent pour ouvrir l'accès et le choix à des produits frais et de qualité aux plus fragiles via les épiceries sociales et solidaires, groupements d'achats, Amap, cantines solidaires et secours alimentaires... Les solutions seront systémiques, bâties à partir des territoires de vie et avec les personnes concernées.

Déléguer notre alimentation est une folie, il faut reprendre le contrôle, reconnaissant le président de la République. Cette exigence est partagée par l'ensemble de nos concitoyens, touchés de près par l'absurdité d'un système qui repose largement sur la surexploitation du travail des producteurs et de nos écosystèmes. Mais la véritable épreuve du feu est le sort de l'aide alimentaire : si nous savons construire un système alimentaire qui assure l'accès à une alimentation durable et de qualité aux personnes vivant la précarité, alors nous saurons le faire pour tous.

(*) **Véronique Fayet**, présidente du Secours Catholique – Caritas France ; **Fabrice Bouin**, président du réseau CIVAM ; **Boris Tavernier**, Directeur, Co-Fondateur de VRAC ; **Cécile Fau**, présidente de l'Union des groupements des épiceries sociales et solidaires (UGESS) ; **Dominique Hays**, président du Réseau Cocagne

<https://www.ouest-france.fr/societe/alimentatio/point-de-vue-sortir-des-politiques-d-urgence-alimentaire-du-pain-sur-la-planche-6841008>